



CHAPITRE 123

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Vincent-de-Paul

[Sanctionnée le 21 février 1957]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Saint-Vincent-de-Paul a, par sa pétition, représenté entre autres, qu'à la suite de l'augmentation de sa population, de son développement commercial et domiciliaire, et qu'en vue d'assurer le bien-être de ses habitants, la bonne administration des affaires municipales, il est nécessaire et d'intérêt public que sa charte soit modifiée afin de lui donner de plus amples pouvoirs, plus particulièrement en ce qui concerne l'augmentation de son pouvoir d'emprunt, la construction, le zonage, le paiement au maire et aux échevins de frais de représentation et le prolongement de leur terme d'office, la réglementation de ses commerces, l'aide au Centre Sportif Laval et la révision de son rôle d'évaluation;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 26, am.
pour la
ville.

Octrois.

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Saint-Vincent-de-Paul, en y ajoutant après le paragraphe 6°, le suivant:

"7° Octroyer, par résolution du conseil, des deniers pour aider, dans la ville ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, agricoles ou avicoles;

CHAPTER 123

An Act to amend the charter of the town of Saint-Vincent-de-Paul

[Assented to, the 21st of February, 1957]

Preamble.

WHEREAS the town of Saint-Vincent-de-Paul has, among other things, represented by its petition, that due to the increase of its population, its commercial and housing development, and in order to ensure the welfare of its inhabitants and the good administration of municipal affairs, it is necessary and in the public interest that its charter be amended in order to grant it further powers, especially concerning the increase of its borrowing power, construction, zoning, the payment of representation costs to the mayor and aldermen and the prolongation of their term of office, the regulation of business, assistance to the Centre Sportif Laval and the revision of its valuation roll;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Saint-Vincent-de-Paul, by adding after paragraph 6, the following:

"7. Grant, by resolution of the council, moneys to assist, in the town or elsewhere:

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, farming or poultry associations;

Grants.

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux foyers et maisons de refuge;

e) pour maintenir et aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics;

f) pour annoncer la ville, en faire connaître les avantages, promouvoir l'industrie du tourisme, favoriser l'établissement et l'expansion d'industries et de commerce.

Limite.

Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de cinq mille dollars annuellement."

S.R.,
c. 233,
a. 47,
remp.
pour la
ville.

2. L'article 47 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville, par l'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 100, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Compo-
sition.

"47. Le conseil municipal est composé d'un maire et de six échevins, élus en la manière ci-après prescrite:"

S.R.,
c. 233,
a. 48,
remp.
pour la
ville.

3. L'article 48 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville de Saint-Vincent-de-Paul, par l'article 11 de la loi 15-16 George VI, chapitre 100, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Maire.

"48. Le maire est élu pour trois années, à la majorité des électeurs ayant voté."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
ville.

4. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Saint-Vincent-de-Paul, par le suivant:

Frais de
représen-
tation.

"64. Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement des frais de représentation au montant de mille cinq cents dollars pour le maire et de huit cents dollars pour chacun des échevins. Ces montants seront payés mensuellement. Le présent article aura effet à compter du premier janvier 1957.

Dépenses
réelles de
voyage.

En plus, le maire et les échevins pourront être remboursés, sur simple résolution du conseil, des dépenses réelles, de

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, social, moral or physical welfare;

d. homes and houses of refuge;

e. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums;

f. to advertise the town, make known its advantages, promote the tourist trade and the establishment and expansion of industry and commerce.

All grants so appropriated shall not exceed the total sum of five thousand dollars annually."

Limit.

2. Section 47 of the Cities and Towns Act replaced, for the town, by section 10 of the act 15-16 George VI, chapter 100, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 47,
replaced
for town.

"47. The municipal council shall be composed of a mayor and six aldermen elected in the manner hereinafter prescribed:"

Composi-
tion.

3. Section 48 of the Cities and Towns Act replaced, for the town of Saint-Vincent-de-Paul, by section 11 of the act 15-16 George VI, chapter 100, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 48,
replaced
for town.

"48. The mayor shall be elected for three years by the majority of the electors who have voted."

Mayor.

4. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Saint-Vincent-de-Paul, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

"64. The municipal council, on mere resolution, is authorized to grant annually, representation expenses to the amount of one thousand five hundred dollars for the mayor and of eight hundred dollars for each alderman. Such amounts shall be payable monthly. This section shall have effect from the first of January, 1957.

Representa-
tion
expenses.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed, on mere resolution of the council, the actual travelling or

Actual
travelling
expenses.

voyage ou autres, qu'ils auront faites dans l'intérêt de la municipalité."

other expenses they shall have incurred in the interest of the municipality."

S.R.,
c. 233,
aa. 173-
173a,
remp.
pour la
ville.

5. Les articles 173 et 173a de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la ville de Saint-Vincent-de-Paul, par le suivant:

5. Sections 173 and 173a of the Cities and Towns Act are replaced, for the town of Saint-Vincent-de-Paul, by the following:

R.S.,
c. 233,
ss. 173-
173a,
replaced
for town.

Date de
l'élection.

"173. L'élection générale du maire et des échevins a lieu tous les trois ans, le premier jour juridique de novembre."

"173. The general election for mayor and aldermen shall be held every three years, on the first juridical day of November."

Date of
election.

Prochaine
élection
générale.

6. La prochaine élection générale se tiendra le premier jour de novembre 1959. En conséquence le terme d'office du maire et des échevins élus aux sièges numéros 4, 5 et 6, présentement en fonction, et celui des échevins qui seront élus en février 1957 aux sièges 1, 2 et 3, est prolongé jusqu'au premier jour juridique de novembre 1959.

6. The next general election shall be held on the first juridical day of November, 1959. Consequently the term of office of the mayor and aldermen elected to seats numbers 4, 5 and 6, now in office, and that of the aldermen who shall be elected in February, 1957, to seats 1, 2 and 3, is prolonged until the first juridical day of November, 1959.

Next
general
election.

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

7. Le paragraphe 1^a de l'article 426 de la Loi des cités et villes, édicté pour la ville par l'article 14 de la loi 15-16 George VI, chapitre 100, est modifié, pour la ville, en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

7. Paragraph 1a of section 426 of the Cities and Towns Act, enacted for the town by section 14 of the act 15-16 George VI, chapter 100, is amended, for the town, by replacing the last paragraph thereof by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

Règle-
ment
amendé
ou rem-
placé.

"Tout règlement adopté en vertu de l'alinéa précédent ou qui a été adopté en vertu de l'alinéa présentement remplacé, peut-être remplacé ou amendé une fois sans referendum, au cours de l'année 1957; et subséquemment tout règlement adopté en vertu de l'alinéa précédent ou qui a été adopté en vertu de l'alinéa présentement remplacé ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement qui dans les dix jours de son adoption par le conseil, doit être soumis à une assemblée publique des électeurs propriétaires d'immeubles situés dans chaque arrondissement ou zone auxquels s'applique la modification ou l'abrogation proposées, qui seuls ont le droit de voter sur telles modifications ou abrogations proposées.

"Any by-law made under the foregoing paragraph or heretofore made under the paragraph now replaced may be replaced or amended once without referendum, during the year 1957; and thereafter any by-law made under the foregoing paragraph or heretofore made under the paragraph now replaced may not be amended or repealed except by another by-law which, within ten days of its passing by the council, must be submitted to a public meeting of the elector-proprietors of immoveables situated in each district or zone to which the proposed amendment or repeal is to apply, and they only shall have the right to vote on such proposed amendment or repeal.

By-law
amended
or re-
placed.

Contenu
de l'avis.

Dans l'avis public que le greffier doit donner de cette assemblée, le greffier doit indiquer le lieu, le jour et l'heure fixés par le conseil pour la tenue de cette assemblée qui sera présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins.

In the public notice which the clerk must give of such meeting, he shall state the place, the day and the hour fixed by the council for holding such meeting which shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by one of the aldermen.

Contents
of notice.

Secrétaire.

Le greffier du conseil agira comme secrétaire de l'assemblée, lira le règlement et le soumettra aux électeurs présents et habiles à voter sur tel règlement.

Demande de vote.

Dix électeurs propriétaires ou le cinquième des électeurs propriétaires intéressés, si leur nombre est moindre que trente, pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander qu'il y ait un vote. Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside l'assemblée, devra fixer le ou les jours de la votation qui aura lieu dans les trente jours suivant la date de l'assemblée. La procédure suivie par la ville pour les règlements d'emprunt s'appliquera à la votation, et tel règlement devra être approuvé par le vote pris au scrutin secret de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires d'immeubles situés dans chaque arrondissement ou zone auxquels s'applique la modification ou l'abrogation proposées et qui auront voté.

Approbation.

Toutefois pour que ce règlement de modification ou d'abrogation soit approuvé, il faut qu'ou moins un tiers des électeurs propriétaires qui ont le droit de voter et qui résident dans la ville exercent ce droit, en autant que la votation aura été demandée lors de l'assemblée publique mentionnée ci-dessus."

S.R.,
c. 233,
a. 437,
remp.
pour la
ville.
Droits
d'entrer.

8. L'article 437 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"437. Les employés et officiers de la municipalité peuvent entrer sur tout terrain ou immeuble, pour y poser ou réparer des conduites d'eau et d'égout et pour y faire tous les travaux nécessaires à l'aqueduc et aux égouts."

S.R.,
c. 233,
a. 437a,
aj. pour
la ville.

9. Ladite Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 437, le suivant:

"437a. Les employés et officiers de la municipalité peuvent entrer sur toute rue, ruelle ou voie publique ou privée, pour y poser ou réparer les conduites d'eau ou d'égout, lorsqu'il est dans l'intérêt et la santé publiques de le faire, sans

Droit d'entrer.

The clerk of the council shall act as secretary of the meeting, and shall read and submit the by-law to the electors present and qualified to vote on such by-law.

Ten elector-proprietors or one-fifth of the elector-proprietors involved, if their number is less than thirty, may, but only within the hour following the opening of the meeting, demand a poll. On such demand, the mayor or the person presiding over the meeting shall fix the day or days for the polling which shall be held within the thirty days following the date of the meeting. The procedure followed by the town for loan by-laws shall apply to the voting and the by-law in question must be approved by the vote, taken by secret ballot, of the majority in number and in value of elector-proprietors of immoveables situated in each district or zone to which the proposed amendment or repeal is to apply and who have voted.

Demanding vote.

Nevertheless, in order that the amending or repealing by-law be approved, at least one-third of the elector-proprietors entitled to vote and who reside in the town must have exercised such right, if a poll has been demanded at the time of the public meeting above mentioned."

Approval.

8. Section 437 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 437,
replaced
for town.

"437. The employees and officers of the municipality may enter upon any land or property, to lay or repair pipes and to do other necessary work in connection with the waterworks and sewers."

Right of entry.

9. The said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 437, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 437a,
added
for town.

"437a. The employees and officers of the municipality may enter on any street, lane or public or private road to lay or repair water pipes and sewers, when it is in the interest of public health so to do, without being bound to pay any

Right of entry.

être tenus de payer aucune indemnité pour usage de telles rues ou ruelles à cause de ces travaux."

indemnity for the use of such street or lane on account of such work."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.
Restau-
rants am-
bulants.

10. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6°, le suivant:
"6°a Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

10. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 6, the following:
"6a. To regulate or limit the number of itinerant restaurants or forbid the operating thereof within the limits of the town and cancel their permits at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a part of the cost of the license corresponding to the period remaining to run under such permit;"

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.
Itinerant
resta-
urants.

S.R.,
c. 233,
a. 500,
remp.
pour la
ville.
Augmen-
tation ou
diminution
de l'estima-
tion.

11. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Saint-Vincent-de-Paul, par le suivant:

"**500.** Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur à raison de nouvelles constructions, addition ou améliorations ou changement de destination, ou de subdivisions en lots à bâtir, dans le cas de terres en culture, ou subit une diminution de valeur soit par incendie, démolition ou pour toute autre cause, le conseil peut, s'il juge que cette augmentation ou cette diminution de valeur est d'une importance suffisante, augmenter ou réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle, établir la valeur locative de toute nouvelle construction. Le montant des taxes municipales, scolaires, d'eau et d'affaires imposées sur cette propriété sont modifiées en conséquence, en tenant compte toutefois de la partie de l'année déjà écoulée, en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur et n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de valeur que pour la proportion non encore écoulée de l'année en cours.

11. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Saint-Vincent-de-Paul, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 500,
replaced
for town.

"**500.** If, after the homologation of the valuation roll, any immovable property increases in value by reason of new constructions, additions or improvements or changes of destination or of subdivision into building lots in the case of lands under cultivation, or suffers a reduction in value whether by fire, demolition or any other cause, the council may, if it deems that such increase or reduction in value is of sufficient importance, increase or decrease the assessment of such property to its real value, and fix the rental value of any new construction. The amount of municipal and school taxes, water-rates and business taxes, imposed on such property, shall be altered accordingly, taking into account, however, the portion of the year already expired, so that the proprietor concerned shall pay on such increase of value and shall have the right to a reduction of taxes on the decrease in value only for the unexpired period of the current year.

Increase
or de-
crease of
valuation.

Homolo-
gation.

Toute telle modification du rôle est sujette à homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé qui peut porter plainte et en appeler de la décision des estimateurs suivant la procédure indiquée dans la Loi des cités et villes."

Every such alteration in the roll shall be subject to homologation by the council, after eight days' notice to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal from the decision of the assessors, according to the procedure indicated in the Cities and Towns Act."

Homolo-
gation.

S.R.,
c. 233,
a. 604,
remp.
pour la
ville.

Emprunts
tempo-
raires par
billets.

12. L'article 604 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Saint-Vincent-de-Paul, par le suivant:

"604. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, la ville peut, en attendant la perception des taxes générales et spéciales et du prix de l'eau, contracter des emprunts par billet, pour une période de temps n'excédant pas l'exercice financier alors en cours, sur simple résolution du conseil approuvée par la Commission municipale de Québec et cela, afin de pourvoir aux dépenses urgentes ou imprévues tant ordinaires qu'extraordinaires.

Limite.

Les montants ainsi empruntés ne doivent cependant pas excéder en aucun temps la somme de cinquante mille dollars."

Exemp-
tion de
taxes.

13. Vu le referendum approuvant l'exemption de taxes ci-après, les propriétés et terrains formant le Centre Sportif Laval et situés à Saint-Vincent-de-Paul sont, à compter du premier mai 1953, exempts de toutes taxes municipales et scolaires générales et spéciales, tant que ces propriétés et terrains appartiendront aux révérends Frères Maristes et qu'ils seront employés aux fins pour lesquelles ils sont employés actuellement.

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12. Section 604 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Saint-Vincent-de-Paul, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 604,
replaced
for town.

"604. Notwithstanding the provisions of this subdivision, the town may, pending the collection of the general and special taxes and of the water-rate, contract loans by means of notes, for a period not exceeding the then current fiscal year, on mere resolution of the council approved by the Quebec Municipal Commission and this, in order to provide for urgent or unforeseen expenses, ordinary and extraordinary.

Tempora-
ry borrow-
ing on
notes.

The amounts so borrowed shall never exceed the sum of fifty thousand dollars."

Limit.

13. On account of the referendum to approve the tax exemption hereinafter mentioned, the properties and lands forming the Centre Sportif Laval and situated at Saint-Vincent-de-Paul shall be, from the first of May, 1953, exempted from any municipal and school, general and special taxes, as long as such properties and lands will belong to the Rev. Frères Maristes and be used for the purposes for which they are used presently.

Tax ex-
emption.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.